



Le Moyen-Orient au seuil d'une grande guerre risquant de devenir mondiale

Par [Alexandre Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 19 octobre 2023

[Observateur continental](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Un événement capable de bouleverser toute la situation de crise actuelle a étrangement coïncidé avec la visite du président américain Joe Biden en Israël.

Outre la rencontre avec le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, Biden devait participer à un sommet en Jordanie. La réunion devait inclure le roi Abdallah II de Jordanie, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas. Cependant, après qu'une roquette est tombée sur un hôpital à Gaza, tuant plus de 470 personnes, ce sommet a été annulé.

Israël, en fournissant certaines preuves, accuse l'organisation Jihad islamique d'être à l'origine de l'incident, prétendant que leur roquette aurait mal fonctionné et serait tombée sur l'hôpital. En tout cas, sur les vidéos diffusées en ligne, il est clair que de tels dégâts n'auraient probablement pas pu être causés par une seule roquette. Il est tout à fait possible qu'un des nombreux tunnels souterrains du Hamas passait sous l'hôpital, où ils stockent leurs armes.

De leur côté, le Hamas ainsi que tous les pays arabes et même au-delà accusent Israël de l'incident. Une vague de manifestations de colère déferle à travers tout le Moyen-Orient, souvent accompagnée d'incendies d'ambassades et de consulats israéliens.

La tragédie survenue pourrait servir d'élément déclencheur à l'expansion de la guerre au Moyen-Orient et à sa propagation à toute la région, ce qui n'était pas supposé initialement.

Jusqu'à présent, de nombreux pays arabes, malgré toute leur sympathie pour les Palestiniens, ne s'opposaient pas à ce que le problème du Hamas soit réglé une bonne fois pour toutes. D'autant plus qu'il est interdit dans des pays comme l'Égypte et la Jordanie. Cependant, la pression de la rue pourrait maintenant faire changer l'attitude des dirigeants locaux. Cela ne veut pas dire qu'ils enverront des armées régulières combattre Israël, mais cela signifie qu'ils pourraient fermer les yeux sur la mobilisation de radicaux islamiques du monde entier et leur infiltration dans la zone de conflit.

D'ailleurs, il n'est pas exclu qu'un tel scénario puisse se produire: le grand nombre d'innocents morts, surtout après des bombardements intensifs de Gaza qui ont déjà accru les tensions dans le monde, pourrait entraîner soit un retard dans la mise en œuvre d'une opération terrestre de l'armée israélienne à Gaza, soit une réduction de son ampleur, voire même son annulation.

Il est possible que la mission principale de Biden ait été de persuader Netanyahu de ne pas agir impulsivement et de trouver un moyen de freiner la situation. Car dans le cas contraire, surtout si une menace directe à l'existence d'Israël se présentait, les États-Unis seraient contraints de participer directement au conflit avec leur puissance militaire.

Selon les médias américains, la Maison Blanche envisage de demander au Congrès 100 milliards de dollars pour soutenir à la fois l'Ukraine et Israël. C'est une somme énorme et il n'est pas certain qu'elle puisse être approuvée par la Chambre des représentants, où la majorité est républicaine, qui n'a pas encore désigné le prochain président et n'est pas prête à reprendre son travail.

Mais même avec cet argent, le conflit actuel au Moyen-Orient ne sera pas résolu. Pas plus qu'en Ukraine.

Les États-Unis ne peuvent pas se permettre une défaite d'Israël, encore plus qu'ils ne peuvent politiquement se permettre une défaite de l'Ukraine. Cela signifierait un effondrement total de l'image des États-Unis en tant que superpuissance. Par conséquent, les États-Unis aimeraient apparemment geler le conflit au Moyen-Orient, car aucune victoire facile n'y est en vue.

Et les États-Unis ne veulent absolument pas s'engager dans une grande guerre. Même si on imaginait l'impossible, à savoir que les États-Unis interviennent du côté Israël, aucun plan réaliste pour un Moyen-Orient pacifique n'est visible derrière l'horizon d'une telle victoire sanglante. Un plan qui inclurait la création d'un État palestinien à part entière, comme cela était initialement prévu par les plans de l'ONU.

Parce qu'avant de construire des institutions étatiques à Gaza, il faudrait procéder à une véritable dédjihadisation, à l'instar de la dénazification menée en Allemagne après la guerre.

Sinon, un État fondamentalement terroriste serait créé, dont le principal objectif et la principale idéologie seraient l'élimination de l'État voisin, Israël. Ce ne serait pas mieux que la situation actuelle.

Les principaux superviseurs de la construction d'un État palestinien relativement pacifique pourraient être ces pays arabes qui ont leur propre expérience de lutte contre les radicaux. Notamment l'Égypte et même l'Arabie saoudite.

Cependant, toutes ces questions sont désormais reportées pour une période indéterminée.

Alexandre Lemoine

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Alexandre Lemoine](#), [Observateur continental](#), 2023

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca